

Réforme des attributions : Webinaires EPCI LEC

9 mai 2023 (2)

introduction

- **Cotation de la demande de logement social** : la date butoir pour que les EPCI se dotent d'un système de cotation est [reportée au 31 décembre 2023](#)
- **Gestion en flux des droits de réservation** : la date butoir pour la mise en conformité des conventions de réservation en flux est [reportée au 23 novembre 2023](#)

- Rappel : 28 EPCI concernés, stades d'avancement très variés
- Poursuivre, de façon concrète, l'accompagnement des EPCI concernés jusqu'aux échéances
- Favoriser les retours d'expériences, la mutualisation
- Anticiper et planifier les travaux collectifs

5 webinaires régionaux dédiés durant l'année 2023



Ordre du jour

1. Présentation des documents modèles de communication relatifs à la Cotation (suites du groupe de travail)

2. Focus sur un EPCI : La Roche sur Yon Agglomération
« retour d'expérience sur les travaux relatifs à l'élaboration de la grille de cotation »

3. Cotation de la demande : outils

- Suite des travaux mutualisés (Imhoweb, RGPD...)
- Suites des enseignements sur les grilles de cotation
- Offre de formation
- Boîte à outils DREAL

4. Gestion en flux

- Avancement des travaux aux échelles départementales (USH) : 04/07/23
- Suivi de l'expérimentation menée avec Imhoweb

5. Point avancement par EPCI (tour de table)



1. Documents de communication COTATION (suite des travaux menés par le GT régional)

Rappels (Guide méthodologique) :

Le demandeur doit (réglementairement) avoir accès à des informations concernant :

- les critères de cotation,
- les modalités de pondération
- la cotation de sa demande
- la distribution des cotations des demandeurs pour une demande de logement analogue (positionnement)
- le délai d'attente constaté en fonction de la typologie et de la localisation de logement demandés
- ainsi que les cas dans lesquels les refus (de logement adapté à ses besoins et ses capacités) ont des effets sur la cotation de la demande et la nature de ces effets



1. Documents de communication COTATION (suite des travaux menés par le GT régional)

Documents produits : documents demandeurs – guide élus & accompagnants

Demande de logement locatif social

Etapes, modalités et critères
d'attribution

Comprendre la cotation de la demande



Demande de logement locatif social

Etapes, modalités et critères
d'attribution

Comprendre la cotation de la demande

Le guide à destination des élus,
accompagnants
& administrateurs de la CAL



1. Documents de communication COTATION (suite des travaux menés par le GT régional)

Documents d'informations Demandeurs : grille simple, grille complexe

Demande de logement locatif social

Etapes, modalités et critères
d'attribution

Comprendre la cotation de la demande



Qu'est-ce que la cotation de la
demande ?

La cotation est un outil d'aide à la décision pour les bailleurs sociaux qui consiste à attribuer un nombre de points à votre demande de logement social en fonction de votre situation personnelle.

Ce système de points permet d'aider la sélection des candidats par la Commission d'Attribution des Logements (CAL) pour l'attribution d'un logement.

La cotation vous permet de vous situer par rapport aux autres demandeurs qui ont les mêmes souhaits que vous en matière de logement (typologie, commune).

► Demande de logement social,
Comment ça se passe ?

Une fois votre dossier déposé et enregistré sur demandelogement85.fr ou bien auprès d'un lieu d'enregistrement, vous pourrez être contacté par un bailleur social lorsqu'un logement sera disponible et sous réserve de remplir les conditions correspondantes au logement (composition familiale, situation socio-professionnelle et ressources).

► Ce que change la cotation de la demande

Depuis la mise en place de la cotation de la demande, lorsqu'un logement social est libre, les dossiers des demandeurs qui répondent aux caractéristiques du logement sont sélectionnés et classés, entre autres, selon le nombre de points obtenus.



Comment sont définis les points de cotation ?

Votre intercommunalité attribue une note à chaque critère en fonction des priorités nationales et locales. Les points sont actualisés à chaque mise à jour de votre demande.



Comment sont attribués les logements ?

Les dossiers sont étudiés lors de la Commission d'Attribution des Logements. Les points attribués à chaque candidat servent d'aide à la décision auprès des membres de la commission en complément des autres éléments du dossier.

Qu'est-ce qu'une Commission d'Attribution des logements (CAL) ?



La Commission d'Attribution des Logements est composée de représentants du bailleur, un représentant de ses locataires, un représentant de l'intercommunalité, un représentant de la mairie où se trouve le logement et un représentant de l'Etat.

Quand un logement se libère, elle examine plusieurs dossiers de candidats répondant aux critères du logement disponible pour attribuer ce logement à un demandeur.

La CAL est souveraine en matière de décision.

Attribution d'un logement : Les étapes

-  **Dépôt et enregistrement de la demande**
Application des points de cotation
-  **Un logement est disponible**
-  **Recherche des profils de demandeurs correspondant au logement**
La cotation aide à la sélection des candidatures
-  **Contact des candidats et vérification des informations à partir des pièces justificatives**
Ajustement des points de cotation si nécessaire
-  **Présentation des candidats à la Commission d'Attribution des Logements.**
La cotation est un des éléments pris en compte pour la décision
-  **Attribution ou non d'un logement**

Retrouvez toutes les informations sur le processus d'attribution :
www.demandelogement85.fr

Les critères d'obtention de points

Le caractère prioritaire de votre demande

Si vos revenus sont très faibles et si votre situation a été signalée par un travailleur social

Un seul critère prioritaire sera retenu, celui qui a le plus de points

+ 10 points
si la priorité
est validée
par l'Etat

Vous êtes reconnu prioritaire au titre du droit au logement opposable (Dalo)	+ 50	
Vous êtes victime de violences conjugales	+ 20	+ 10
Vous êtes dépourvu de logement ou hébergé	+ 20	+ 10
Vous avez le statut de réfugié	+ 20	+ 10
Vous êtes en situation de handicap	+ 15	+ 10
Vous habitez dans des locaux impropres à l'habitation	+ 15	+ 10
Vous bénéficiez d'une autre priorité définie par l'État	+ 10	+ 10
Vous êtes seul avec des personnes à charge	+ 8	+ 10

Les motifs de votre demande

Vous êtes en cours de séparation	+ 10
Vous êtes victime de violences conjugales ou vous êtes sous la menace de mariage forcé	+ 10*
Vous êtes actuellement locataire Hlm et votre logement est trop petit, trop grand ou encore inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie.	+ 10
Votre logement actuel est impropre à l'habitation	+ 8*
Votre logement actuel est inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	+ 8*
Votre logement est repris ou mis en vente par son propriétaire	+ 8
Vous êtes sous le coup d'une procédure d'expulsion	+ 5*
Votre logement éloigné des équipements et services	+ 5
Votre logement est éloigné de votre lieu de travail	+ 3
Vous avez changé de lieu de travail	+ 3

(*) Sauf si vous bénéficiez de points pour le caractère prioritaire de votre demande pour le même motif

► Le type de logement dans lequel vous vivez actuellement

Vous vivez dans un logement social et allez être relogé dans le cadre d'une rénovation urbaine	+ 10
Vous êtes sans abri, vivez en habitat de fortune, bidonville Vous vivez chez un particulier Vous vivez chez vos parents ou chez vos enfants	+ 8*
Vous êtes locataire d'un logement social avec un logement inadapté en taille ou à votre handicap	+ 10
Vous êtes locataire ou sous-locataire d'un logement privé inadapté en taille ou à votre handicap et votre demande a plus de 15 mois d'ancienneté	+ 7
Vous vivez dans un logement temporaire Vous vivez dans une structure d'hébergement (CHRS, CHU, CADA...) Vous vivez dans une résidence hôtelière à vocation sociale Vous vivez dans un centre départemental de l'enfance et de la famille ou centre maternel Vous vivez à l'hôtel Vous êtes hébergé en appartement de coordination thérapeutique	+ 6*

(*) Sauf si vous bénéficiez de points pour le caractère prioritaire de votre demande pour le même motif

► Votre situation financière

Votre niveau de revenu se situe parmi les plus faibles	+ 10
Vous percevez les minimas sociaux : RSA, l'AAH, l'ASPA	+ 10
La dépense liée à votre logement est supérieure ou égale à 34% de votre budget	+ 7

► Votre situation personnelle

Vous êtes seul avec des personnes à charge	+ 10
Vous sortez d'une période de chômage de plus d'un an au cours des 3 derniers mois	+ 6

► L'historique et l'ancienneté de votre demande

► Vous n'avez jamais eu de proposition de logement et cumulez de l'ancienneté

Entre 18 et 24 mois	+ 10
Entre 25 et 30 mois	+ 15
Entre 31 et 36 mois	+ 20
Entre 37 et 42 mois	+ 25
Plus de 42 mois	+ 30



- Vous avez déjà refusé d'être positionné sur un logement en Commission d'Attribution/de passer en Commission d'Attribution

Nombre de refus	De 1 à 3	-2
	De 4 à 6	-4
	Plus de 7	-6

- Votre dossier est déjà passé en Commission d'Attribution des Logements mais n'est pas arrivé en première position

→ +5

- Votre dossier est rejeté en Commission d'Attribution des Logements car incomplet

À chaque passage pour motif "Dossier incomplet"

→ -5

- Vous avez déjà refusé un logement attribué en Commission d'Attribution des Logements

Nombre de refus	De 1 à 2	-5
	Plus de 3	-10

Important !

Votre dossier de demande de logement locatif social doit être régulièrement mis à jour afin d'actualiser les éventuels changements dans votre situation personnelle et professionnelle. Cela permettra de recalculer automatiquement vos points de cotation. Lors de l'instruction de votre dossier par les bailleurs sociaux en vue d'une présentation devant la commission d'attribution des logements, des pièces justificatives vous seront demandées pour vérifier les renseignements qui figurent dans votre demande.



Contacts et renseignements

Pour effectuer ou modifier votre demande de logement :
demandelogement85.fr

Besoin d'être accompagné dans vos démarches ?

Prenez contact avec votre référent social, le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de votre commune ou la MDSF (Maison Départementale des Solidarités et de la Famille) dont vous dépendez.

Vous êtes salariés ?

Pensez aussi à vous inscrire sur la plateforme AL'IN.

Si vous êtes salarié(e) d'une entreprise du secteur privé d'au moins 10 salariés ou d'une entreprise du secteur agricole d'au moins 50 salariés, vous avez le droit d'être candidat sur les logements réservés aux travailleurs par ACTION LOGEMENT SERVICES.

Pour faire cette démarche, inscrivez-vous sur <https://al-in.fr>



Demande de logement locatif social

Etapes, modalités et critères
d'attribution

Comprendre la cotation de la demande

Le guide à destination des élus,
accompagnants
& administrateurs de la CAL



>>> Des dispositions nationales

À qui sont destinés les logements sociaux ?



Les attributions de logements locatifs sociaux doivent prendre en compte la diversité de la demande constatée localement, favoriser l'égalité des chances dans l'accès au logement et veiller à la mixité sociale des villes et des quartiers.

Pour répondre aux besoins des différents publics pouvant prétendre à un logement social, il existe 3 catégories de logements locatifs sociaux avec des niveaux de loyers différenciés selon le public visé. Ces niveaux de loyers sont inférieurs aux loyers du marché :

- 1 Le logement « très social » s'adresse aux ménages les plus modestes et permet des loyers très modérés. Il bénéficie du Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
- 2 Le logement « social classique » est le plus répandu et s'adresse aux ménages modestes et permet des loyers modérés. Il bénéficie du Prêt locatif à usage social (PLUS).
- 3 Le logement « social intermédiaire » s'adresse aux ménages plus « aisés » et permet des loyers intermédiaires, restant inférieurs aux loyers de marché. Il bénéficie du Prêt locatif social (PLS).



Deux conditions sont requises pour accéder à un logement social :

- 1 Un montant de ressources inférieur aux plafonds définis par la réglementation
- 2 Être de nationalité française ou étrangère en situation régulière sur le territoire français



Le code de la construction et de l'habitation définit une liste de priorités pour l'accès au logement social.

Difficulté sociale ou de santé

(ménages rencontrant des difficultés de logement en raison de leur situation financière, en reprise d'activité après une période de chômage...)

Situation personnelle et de logement

(personnes mal logées, hébergées temporairement, sans logement, menacées d'expulsion ou vivant dans un logement indigne, personnes victimes de violences conjugales...)

Situation de handicap

(personnes en situation de handicap ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap)



»» À l'échelle territoriale...

» Les politiques d'attribution des logements sociaux



Les EPCI sont chargés d'élaborer les politiques intercommunales d'attribution. Ces politiques définissent les publics que le territoire souhaite voir accéder en priorité au logement social

Les communes sont fortement impliquées dans la mise en œuvre de la réforme : notamment par la contribution des maires aux travaux de la Conférence Intercommunale du Logement dont ils sont membres



- Les maires ou leur représentant siègent aux commissions d'attribution pour les logements situés sur leur territoire. Les communes jouent un rôle d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs, elles peuvent également être guichets d'enregistrement de la demande.

Qui siège à la CIL
Conférence
Intercommunale
du Logement ?

EPCI et communes sont
représentés au sein des CIL

Qu'est ce que la
CIL, Conférence
Intercommunale
du Logement ?



La Conférence Intercommunale du Logement est une instance politique co-présidée par le président de l'EPCI et par le Préfet. Son rôle est de définir des orientations territorialisées en matière de gestion de la demande et d'attribution de logements et de suivre leur mise en œuvre.

»» Un nouveau dispositif dans la politique d'attribution des logements sociaux : la cotation de la demande

» Qu'est-ce que la cotation de la demande ?

La cotation est un **outil d'aide à la décision pour les bailleurs** qui consiste à attribuer un nombre de points à chaque demande de logement social en fonction de la situation personnelle du demandeur.

Ce système de points permet de sélectionner des candidats et d'aider la Commission d'Attribution des Logements (CAL) à choisir un demandeur. La cotation permet au demandeur de se situer par rapport aux autres demandeurs qui ont les mêmes souhaits que lui en matière de logement (typologie, commune).



Les logements réservés

Certains logements font l'objet d'une réservation :

- par l'**État**, pour les ménages prioritaires
- par **Action Logement** pour les salariés d'une entreprise du secteur privé d'au moins 10 salariés ou d'une entreprise du secteur agricole d'au moins 50 salariés.
- par les **collectivités**

Ces logements sont proposés en priorité aux candidats désignés par ces **réservataires***.

Pour connaître l'éligibilité des demandeurs :

- <https://al.in.fr> (pour les salariés)
- la mairie de la localité souhaitée
- le centre d'action sociale

***Réservataires** : structures et institutions partenaires du financement de la construction de logements sociaux. En contrepartie de leur participation financière, ils sont réservataires de logements dans chaque programme Hlm, et à ce titre bénéficient d'une priorité de présentation de candidats locataires.

► Demande de logement social, Comment ça se passe ?

Une fois le dossier déposé et enregistré sur demandelogement85.fr ou bien auprès d'un lieu d'enregistrement, le demandeur peut être contacté par un bailleur social lorsqu'un logement est disponible et sous réserve de remplir les conditions correspondantes au logement (composition familiale, situation socio-professionnelle et ressources).

► Ce que change la cotation de la demande

Depuis la mise en place de la cotation de la demande, lorsqu'un logement social est libre, les dossiers des demandeurs qui répondent aux caractéristiques du logement sont sélectionnés et classés, entre autres, selon le nombre de points obtenus.

► Comment sont définis les points de cotation ?

L'intercommunalité attribue une note à chaque critère en fonction des priorités nationales et locales. Les points sont actualisés à chaque mise à jour de la demande.

► Comment sont attribués les logements ?

Les dossiers sont étudiés lors de la Commission d'Attribution des Logements. Les points attribués à chaque candidat servent d'aide à la décision auprès des membres de la commission en complément des autres éléments du dossier.

► Qu'est-ce qu'une Commission d'Attribution des logements (CAL) ?



La Commission d'Attribution des Logements est composée de représentants du bailleur, un représentant de ses locataires, un représentant de l'intercommunalité, un représentant de la mairie où se trouve le logement et un représentant de l'Etat.

Quand un logement se libère, elle examine plusieurs dossiers de candidats répondant aux critères du logement disponible pour attribuer ce logement à un demandeur.

La CAL est souveraine en matière de décision.

Attribution d'un logement : Les étapes

-  **Dépôt et enregistrement de la demande**
↳ Application des points de cotation
-  **Un logement est disponible**
-  **Recherche des profils de demandeurs correspondant au logement**
↳ La cotation aide à la sélection des candidatures
-  **Contact des candidats et vérification des informations à partir des pièces justificatives**
↳ Ajustement des points de cotation si nécessaire
-  **Présentation des candidats à la commission d'attribution des logements.**
↳ La cotation est un des éléments pris en compte pour la décision
-  **Attribution ou non d'un logement**

Retrouvez toutes les informations sur le processus d'attribution :

www.demandelogement85.fr

»»» Important : les points à retenir

Le dossier de demande de logement social doit être régulièrement mis à jour afin d'actualiser les éventuels changements de situation personnelle et professionnelle.



Penser à fournir toutes les pièces justificatives nécessaires.



Actualiser son dossier à chaque changement de situation



»»» La cotation de la demande est un outil d'aide à la décision



La CAL reste souveraine



»»»

Les délais dépendent :

- Des souhaits du demandeur
- De l'adéquation entre l'offre et la demande sur le territoire



Contacts et renseignements

Pour effectuer ou modifier une demande de logement :
demandelogement85.fr



Quels contacts pour les demandeurs ayant besoin d'être accompagnés dans leurs démarches ?

- le référent social
- le CCAS de la commune
- l'Espace départemental des solidarités (EDS) dont ils dépendent



1. Documents de communication COTATION (suite des travaux menés par le GT régional)

Suites à donner pour chaque EPCI après validation des modèles :

- Mise à disposition des documents dans l'espace adhérents du CREHA-Ouest
- Guide des bonnes pratiques pour les personnalisations des documents
- Actualisation des contenus du site GP



2. Focus sur un EPCI : La Roche sur Yon Agglomération

Amélie MITRI
Véronique CHARRIER





RETOUR D'EXPÉRIENCE

sur les travaux relatifs à la grille de cotation
La Roche-sur-Yon Agglomération – mai 2023

Les chiffres clés pour présenter l'Agglomération



97 700 habitants

56 % des habitants résident à La Roche-sur-Yon

13 communes

8 communes SRU

seule La Roche-sur-Yon respecte la réglementation

3 Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville

7^{ème} PLH 2023/2028 en cours de validation

Objectif du PLH : réalisation de 1 460 LLS soit 243 LLS /an

Les chiffres clés pour présenter l'Agglomération



7 918 Logements Locatifs Sociaux au 01/01/2022
Soit un taux de 20,6 % de LLS



4 513 DEMANDES au 01/01/2023
dont 72 % de demandes externes



794 ATTRIBUTIONS en 2022

TENSION à 5,7



DELAI MOYEN
D'ATTRIBUTION 15,9 mois



La mise en place du cadre légal

Arrêté
04/03/2016

- Conférence Intercommunale du Logement

Délibération
12/07/2016

- Plan Partenarial de Gestion

Arrêté
28/12/2018

- Document d'orientations

Délibération
28/05/2019

- Convention Intercommunale d'Attributions

Depuis
2019

- Commission de Coordination : groupe de travail technique pour la mise en oeuvre et le suivi de la CIA

Le cheminement pour la mise en place de l'expérimentation

QUAND	QUI	QUOI	OBJECTIF
2020/2021	Groupe de travail départemental piloté par l'USH et l'Etat réunissant : - les EPCI de Vendée concernés par la mise en place de la cotation sur leur territoire (Challans-Gois / Pays de Saint-Gilles / Les Sables d'Olonne / Terres de Montaigu / Pays des Herbiers / Pays de Fontenay-le-Comte / La Roche-sur-Yon Agglomération) - le Conseil Départemental - les bailleurs	5 réunions	Travailler sur les critères de priorités nationales et aboutir à une grille de critères commune départementale.
07/04/2021	Groupe de travail communal	1 réunion	Débattre des critères locaux de l'EPCI.
printemps 2021	Communes, bailleurs, Action Logement Services	enquête	Hiérarchiser l'importance des critères locaux.
2021	Commission de Coordination	7 réunions	Identifier et pondérer les critères dans le souci de répondre aux préoccupations de peuplement du territoire.
2022	Commission de Coordination + accompagnement de 2 élus à partir du 25/11/2022 : Mme Lucette Trichet (Nesmy) et M. Pierre Cassard (Venansault)	4 réunions	Contrôler les paramétrages attendus sur les critères. Faire procéder aux réglages des paramétrages par le prestataire. Ajustement de quelques critères.
à partir de mars 2023	Commission d'Attribution de Logements	x CAL	Expérimenter le système de cotation.
2023	Groupe de travail cotation piloté par le Créha Ouest et l'USH réunissant : la CARENE, Nantes Métropole, Angers Loire Métropole, Laval Agglomération, Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération, La Roche-sur-Yon Agglomération	3 réunions	Travailler sur les documents de communication et sur des indicateurs statistiques à observer sur la cotation.
2023	Commission de Coordination accompagnée des 2 élus	x réunions	Suivre l'expérimentation de la cotation. Travailler les éléments de langage de la grille de cotation.

LES CRITERES DE PRIORITES NATIONALES

*Dans ces priorités, pas de cumul possible, on retient le critère qui a le plus de points.
Demandeurs aux revenus < à 60 % des plafonds HLM à l'exception du critère DALO
et Victime de violences qui sont sans conditions de ressources.*

*+10 points
si la priorité
est validée
par l'Etat*

DALO (Droit Au Logement Opposable)	+ 50	
Protection Internationale réfugiés (CP 20 à 24)	+ 20	+ 10
Dépourvu de logement ou hébergé par des tiers (CP 25)	+ 20	+ 10
Logement temporaire en structure (CP 26)	+ 20	+ 10
Victime de violences (CP 27)	+ 20	+ 10
Situation de handicap (CP 28)	+ 15	+ 10
Logement indigne ou non décent (CP 29)	+ 15	+ 10
Reprise d'activité professionnelle (CP 30)	+ 10	+ 10
Menacé d'expulsion (CP 31)	+ 10	+ 10
Bénéficiaire de minima sociaux (CP 32)	+ 10	+ 10
Locataire parc privé en délai anormalement long (CP 33)	+ 10	+ 10
Famille monoparentale (CP 34)	+ 10	+ 10

La demande est également prioritaire dans ces conditions :

1er quartile	+ 10	
Relogement ANRU	+ 10	

LES CRITERES DE PRIORITES LOCALES

Des critères sur la situation personnelle :

En cours de divorce ou séparation	+ 10
Victime de violences *	+ 10
Famille monoparentale *	+ 10
Bénéficiaire de minima sociaux *	+ 6

Des critères sur la situation professionnelle :

Eloigné ou changement du lieu de travail	+ 7
Reprise d'activité professionnelle *	+ 6

Des critères sur le logement actuel :

Dépourvu de logement ou hébergé par des tiers *	+ 8
Logement indigne ou non décent *	+ 8
Logement inadapté au handicap *	+ 8
Logement repris ou mis en vente par son propriétaire *	+ 8
Locataire parc privé en délai anormalement long *	+ 7
Taux d'effort du logement actuel > 34 %	+ 7
Logement temporaire en structure *	+ 6
Menacé d'expulsion *	+ 5
Logement éloigné des équipements et services	+ 5

**sauf si des points sont comptés en Priorités Nationales sur le même critère. L'objectif est de valoriser au niveau local des demandeurs avec des ressources ≥ 60 % des plafonds HLM.*

HISTORIQUE ET VIE DE LA DEMANDE

Ancienneté pour des demandeurs sans proposition	+ 10 à 30
Locataires HLM avec logement inadapté en taille et/ou logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie	+ 10
Rang ≥ 2 en CAL sans proposition	+ 5
Dossier incomplet en CAL	-5
Selon nombre de refus de prospections	- 2 à - 6
Selon nombre de refus de propositions	- 5 à - 10

L'expérimentation sur la cotation

- Lors des CAL chez chaque BAILLEUR :
ETUDE DE CAS DE LOGEMENTS
c'est-à-dire : donner et expliquer le détail
des points de cotation aux membres de la CAL
- Objectifs :
acculturer les membres des CAL sur la cotation
bénéficier d'une aide supplémentaire à la décision
voir les réactions des membres de la CAL
étudier les choix de la CAL par rapport à la cotation



Outil pour suivre l'expérimentation de la cotation

- Une requête générée après chaque CAL par les bailleurs.
- La requête identifie pour chaque logement :
 - Le nombre de points de cotation des demandeurs
 - Le détail des points
 - Le rang choisi par la CAL
- On identifie si le choix de la CAL suit la cotation.

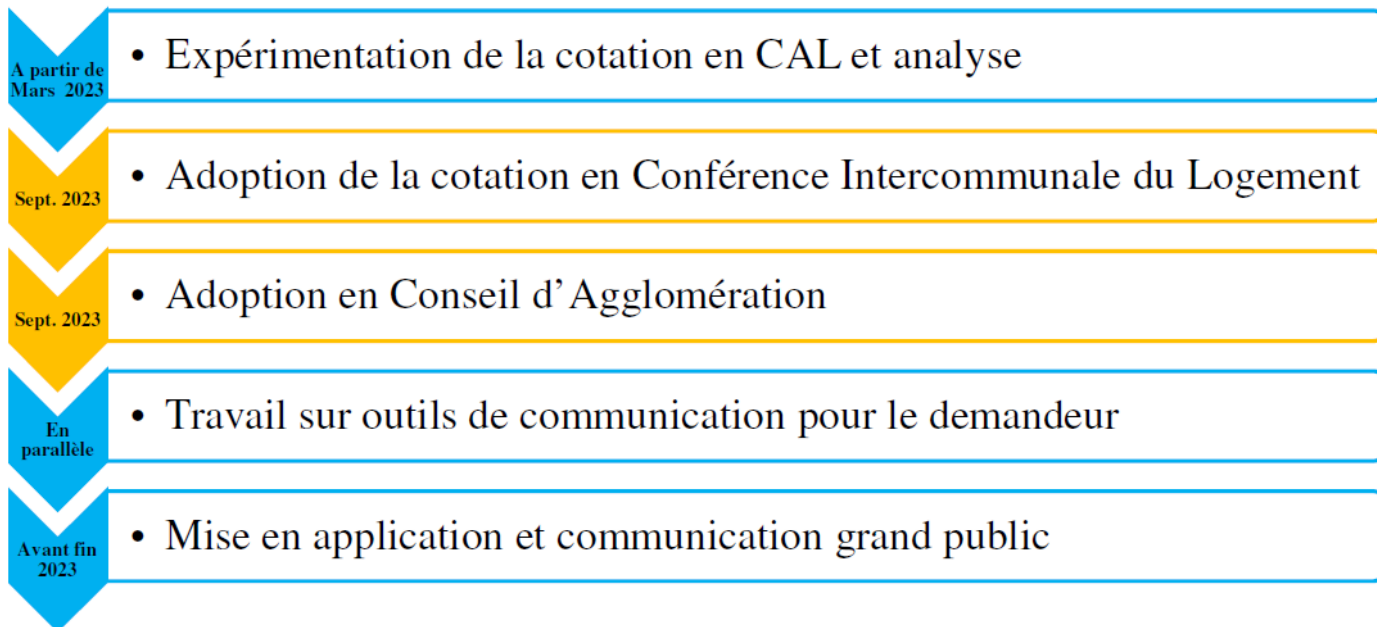


But de l'expérimentation

- Etudier les choix de la CAL par rapport à la cotation :
Regarder si l'attribution coïncide avec la cotation.
- Si le choix de la CAL ne coïncide pas avec la cotation :
rechercher les explications sur la situation pouvant justifier cet écart (argument extérieur qui viendrait majorer ou minorer la situation du demandeur).
- Si on ne peut pas expliquer le choix de la CAL avec la cotation :
interrogation sur des paramètres à revoir dans la grille de cotation.
- Voir si on propose d'autres ajustements sur la grille à la CIL.



Le calendrier



Merci pour votre attention.

Service Habitat et Hébergement
Direction Aménagement Urbanisme Habitat Hébergement
Téléphone : 02 72 78 10 93

3. Cotation de la demande - Travaux mutualisés en cours

IMHOWEB

→ Evolutions à l'étude :

- ☐ Ajout de critères sur les pièces justificatives
- ☐ Ajout de critères sur les distances kilométriques (commune actuelle, commune du lieu de travail, commune souhaitée)
- ☐ Evolutions sur les statistiques de positionnement



3. Cotation de la demande - Travaux mutualisés en cours RGPD

- Travaux en cours avec la CARENE et le DPO du CREHA OUEST
- Objectif : communiquer un modèle pour fin juin



3. Cotation de la demande – Suite des enseignements sur les grilles

→ Généralités

- Des points qui n'excèdent pas 80 points par critère (sauf le DALO sur Le Mans Métropole) ou – 50 en cas de décote

→ Priorités nationales

- Des points globalement supérieurs aux 2 autres blocs
- Des points plus élevés pour le Dalo et les publics les plus prioritaires



3. Cotation de la demande – Suite des enseignements sur les grilles

→ Priorités locales

- Des critères liés à la situation professionnelle (mutation, éloignement), lié au statut du logement actuel (sur ou sous occupation, dépourvue de logement), lié à la situation familiale (logement non adapté handicap, ressources, divorce/séparation)
- Exclusion des priorités nationales

→ Historique et vie de la demande

- Décote sur les refus de prospections et/ou de propositions avec limite temporelle
- Des points pour les passages en CAL avec ou sans proposition
- Des points pour l'ancienneté de la demande (tranche d'ancienneté)



3. Cotation de la demande – Offre de formation

- Un module dédié pour les EPCI (et communes) et les bailleurs
- Présentiel (max 8 p) ou distanciel (max 6 p)
- Durée 2h (bailleurs) / 3 h (EPCI)
- Sessions à programmer en fonction du démarrage de l'EPCI
- Anticipation nécessaire (2 mois avant) !



3. Cotation de la demande – Offre de formation

FM11 - Cotation de la demande

3 - Formations par module

Cette formation étant dispensée dans le cadre du déploiement d'une fonctionnalité réglementaire, nous proposons une offre et une tarification particulière :

- Formation en présentiel pour 8 stagiaires maximum
- Formation en distanciel pour 6 stagiaires maximum (réunion Teams)

Concernant la tarification, **le tarif est forfaitaire pour la session**, il conviendra d'ajouter les frais de déplacement pour les formations en présentiel.

La durée prévisionnelle est de 2h

Pour les collectivités, il peut être ajouté 1h pour optimiser l'utilisation du module "Recherche demandeur", sans facturation supplémentaire.

Sommaire

1. Introduction
2. La mise en œuvre de la cotation
3. La cotation dans la gestion de la demande
4. La cotation dans l'instruction de la demande
5. La cotation dans l'observatoire
6. L'information du demandeur
7. Exercice pratique



3. Cotation de la demande – Boîte à outils DREAL

Une boîte à outils pour accompagner les territoires dans la réforme des attributions

Publié le 10/02/2023 | Mis à jour le 06/04/2023

Dans le cadre de son rôle d'animation et de pilotage des politiques publiques relatives au logement, la DREAL accompagne les territoires dans la mise en œuvre de la réforme sur les attributions de logements locatifs sociaux. Elle travaille en partenariat avec l'union sociale pour l'habitat des Pays de la Loire (USH) et le CREHA Ouest, gestionnaire régional des fichiers de la demande locative sociale (lien vers demande locative sociale). Cet accompagnement se traduit par l'organisation de réunions thématiques avec les acteurs des territoires concernés, la mise à disposition de documents méthodologiques ainsi que la réalisation et la diffusion d'études.

Sommaire de la boîte à outils :

Chapitre 1. Le cadre juridique

PDF | 779 ko

↓
Télécharger

Chapitre 1. Cadre juridique :

<https://webissimo.developpement-dur...>

Chapitre 2. Outils mis à la disposition par la DREAL PDL et le CREHA Ouest

PDF | 672 ko

↓
Télécharger

Chapitre 2. Outils mis à la disposition par la DREAL PDL et le CREHA Ouest

<https://webissimo.developpement-dur...>

Chapitre 3. Outils mis à disposition par la Direction de l'Habitat de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP)

PDF | 86.3 ko

↓
Télécharger

Chapitre 3. Outils mis à disposition par la Direction de l'Habitat de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP) :

<https://webissimo.developpement-dur...>

Chapitre 4. Formations plateforme idealCO

PDF | 80.4 ko

↓
Télécharger

Chapitre 5. Supports instances EPCI LEC

PDF | 43.4 ko

↓
Télécharger



4. Gestion en flux – avancement des travaux au niveau départemental

Intervention USH : Myriam Plomb-Foulgoc
Lors du prochain Webinaire dédié le 4 juillet 2023



4. Gestion en flux – Suite de l'expérimentation 2023 avec Imhoweb

- Expérimentation en cours par les bailleurs suivants :
Atlantique Habitations, Aiguillon Construction, Podéliha, Sarthe Habitat, Vendée Habitat
 - Tests effectués sur ALS, Etat et Collectivités
 - Réunion de suivi le 2 mai
 - Prochaine réunion le 12 juin
- Atelier Club Utilisateurs Imhoweb le 29 mars
- Etablissement en cours d'un cahier de charges d'évolutions (objectifs en %, objectifs par typologie, suivi territorialisé...)
 - Objectif : déploiement fin 2023



5. Avancement des EPCI : tour de table

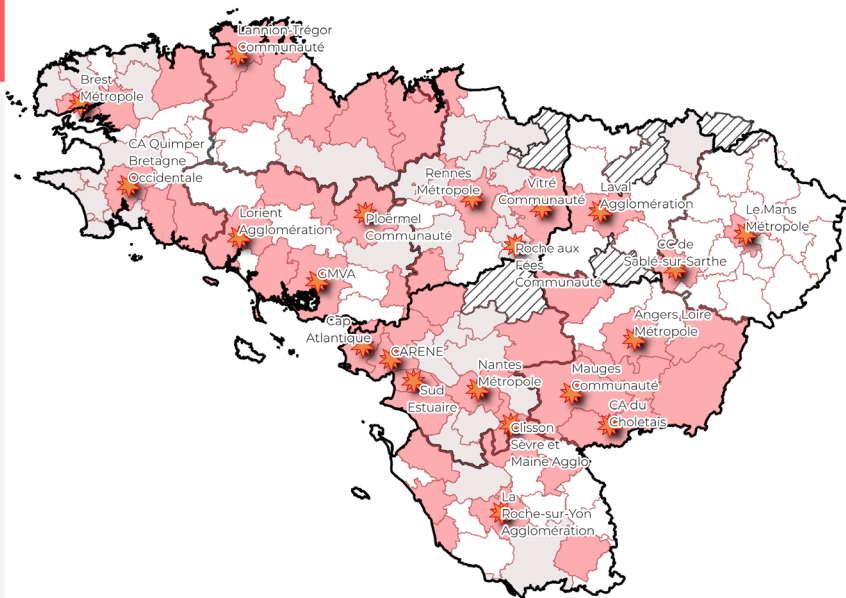
Les EPCI lancés
dans la cotation
- 2023 -

Légende

- DEPARTEMENT
- LEC et partenaire
- LEC et non partenaire
- non LEC et partenaire
- non LEC et non partenaire
- Travaux lancés sur la cotation

Informations complémentaires :

* sur la CARENE et Rennes Métropole,
la cotation est effective



5. Avancement des EPCI : tour de table

- Travaux lancés ?
- Accompagnement ?
- Avancement de la définition de la grille
- Période, acteurs et périmètre phase de tests
- Objectif de lancement officiel



Merci pour votre participation

Prochain Webinaire : mardi 4 juillet (avec focus gestion en flux)

Le site du CREHA OUEST : <https://www.creha-ouest.org/>



CREHA OUEST

Solutions numériques partagées pour le logement social